

## Consultation publique de l'ARCEP sur le plan de fermeture du cuivre notifié par Orange

### Avis du Département des Hauts-de-Seine

(4 avril 2022)

Le Département des Hauts-de-seine n'est pas opposé au projet d'Orange de fermer le réseau cuivre, mais cette fermeture doit s'opérer selon des modalités qui garantissent le maintien du service dans l'attente de la complétude du réseau FttH qui a vocation à se substituer au réseau cuivre en tant qu'infrastructure de référence. Or les modalités actuellement proposées par Orange dans son plan de fermeture du cuivre pour les zones très denses ne garantissent pas ces conditions.

Sur le Département des Hauts-de Seine, les données de l'ARCEP indiquent un taux moyen de déploiement de la fibre de 93% ce qui représente au moins 66 500 locaux non raccordables dans le Département. Par ailleurs ce chiffre cache une grande disparité selon les communes : les 3 communes les mieux fibrées - Bourg la Reine, Neuilly-sur-Seine et Le Plessis Robinson - sont à 97%, tandis que les 3 communes les moins fibrées - Vaucresson, Marne la Coquette et Chaville - ne sont que respectivement à 60, 81 et 86%.

Or, pour les 36 communes des Hauts-de-Seine, classées par l'ARCEP comme relevant du régime spécifique des Zones Très Denses (ZTD), la fermeture du réseau cuivre pourrait, en l'état du plan proposé par Orange, être réalisée alors même que l'alternative de raccordement via le réseau FttH ne serait pas disponible. En effet il n'existe aujourd'hui aucune obligation de complétude des déploiements en fibre optique pour aucun des opérateurs, y compris Orange. Il n'y a donc sur ces communes classées en ZTD aucun opérateur d'infrastructure spécifiquement en charge du déploiement du FttH, ni aucune obligation de déploiement et encore moins de complétude de ces déploiements. Le plan présenté par Orange ne conditionnant pas la fermeture du réseau cuivre à l'existence du réseau FttH, si ce plan était validé en l'état, rien n'empêcherait Orange de couper le réseau cuivre aux habitations, entreprises et administrations concernées sans alternative viable.

**Le Département demande donc que la fermeture du réseau cuivre ne soit possible en Zone Très Dense qu'à la condition d'une complétude préalable à 100% de la couverture FttH et s'oppose à la demande d'Orange d'adapter la condition préalable de complétude à 100% de la couverture FttH, fixée par l'ARCEP d'autant que l'adaptation formulée par Orange semble être une suppression pure et simple de cette condition.**

#### Paragraphe 2.2.1 « encadrement de la fermeture commerciale »

Dans ce paragraphe, Orange rappelle les règles définies par l'ARCEP et notamment les critères à respecter pour pouvoir fermer commercialement une zone.

Cependant, pour le 1<sup>er</sup> critère qui prévoit que « la totalité des locaux sont raccordables à un réseau FttH, avec possibilité effective de réaliser le raccordement », Orange rappelle que l'ARCEP a indiqué que ce critère pourrait être adapté. Ce rappel laisse présager qu'Orange ne

souhaite pas respecter ce critère, ce qui en Zone Très Dense, aurait des conséquences graves sur l'accès au service.

#### Paragraphe 4.1 « Détermination des lots annuels de fermeture technique »

Le Département des Hauts-de-Seine demande que les élus locaux soient associés au processus visant à déterminer la liste des communes voire parties de communes constitutifs des lots annuels de fermeture technique. Il demande également à ce qu'aucune des 36 communes du Département ne soit intégrée aux 1<sup>ers</sup> lots de la période de transition (les lots de fin 2023, fin 2024 et fin 2025) ni aux lots suivants si la complétude FttH n'est pas achevée.

#### Paragraphe 4.3.1 « Critère relatif à la couverture de la zone en FttH »

Orange demande la suppression pure et simple de ce critère au prétexte qu'il ne permettra pas en pratique de mettre en œuvre la fermeture commerciale telle qu'envisagée dans son plan.

Le Département des Hauts-de-Seine demande à l'ARCEP de ne pas accéder à cette demande en Zone Très Dense sur laquelle aucune obligation n'a jamais été exigée d'aucun opérateur et où certains secteurs ne sont, de ce fait, pas du tout ou très partiellement desservis par la fibre.

#### Paragraphe 4.3.3 « Cas particulier des zones très denses »

Orange se montre très optimiste sur la possibilité d'une fermeture technique en ZTD : « La dynamique de déploiement constatée sur ces zones permet d'envisager la fermeture commerciale dans le calendrier envisagé. » En cas d'absence de complétude, le mécanisme proposé consiste (i) à consulter ses concurrents sur leurs intentions de déploiement, puis (ii) « en prévision de la fermeture commerciale des zones concernées, Orange veillera au respect du critère de couverture ».

Ce dispositif paraît insuffisant relativement aux risques encourus :

- (i) il est douteux qu'une interrogation des concurrents d'Orange soit possible et efficace. Par définition, cette zone est en concurrence par les infrastructures, et si un opérateur tiers estime de son intérêt de déployer, rien ne l'oblige, ni même l'incite à le déclarer.
- (ii) Orange déclare qu'il « veillera au respect du critère de couverture ». Or « veiller » n'est en aucune façon s'engager devant les tiers concernés (notamment les collectivités correspondantes). De surcroît il est étrange de se référer « au respect du critère de couverture » qu'Orange demande par ailleurs d'abandonner.

Pour le Département des Hauts-de-Seine, l'absence d'une réglementation imposant la complétude, le constat du nombre considérable de locaux à couvrir et le retard pris en particulier sur les zones ou immeubles d'entreprises, ne permettent pas en l'état d'envisager une extinction du cuivre sur la Zone Très Dense.

L'outil cartographique de l'ARCEP, cartofibre, permet également de constater qu'un grand nombre de locaux non raccordables sont des locaux professionnels. Aussi, la perspective d'une activité économique numériquement entravée sur la zone très dense est un risque qui devient de plus en plus plausible si le plan de fermeture d'Orange était accepté en l'état.

**Aussi et dans l'attente que la complétude effective devienne la règle en ZTD, le Département des Hauts-de-Seine demande que le Régulateur interdise toute extinction du cuivre sur les 36 communes du Département en l'absence d'une complétude à 100% de la couverture FttH.**

Paragraphe 6.1.1 « Adaptation du critère 100% FttH pour la fermeture commerciale du réseau cuivre en intégrant les technologies alternatives »

Orange demande que la fermeture soit possible même si « une partie résiduelle » des locaux n'était pas raccordable. En l'occurrence cela signifie que pour ces locaux, seules des technologies alternatives seraient possibles pour accéder au haut débit. Or aucune difficulté technique n'est à déplorer pour achever le déploiement de la fibre sur le Département des Hauts-de-Seine et ce n'est que parce que la réglementation n'impose aucune contrainte aux opérateurs dans la ZTD que celle-ci est encore loin d'être totalement fibrée.

Si les technologies alternatives peuvent être extrêmement utiles pour pallier à des difficultés techniques, leur utilisation en ZTD serait une aberration puisque la ZTD correspond à la zone dans laquelle il n'y a pas de contrainte au déploiement du FttH. L'empreinte de la fibre a vocation à recouvrir celle du cuivre, pour offrir le meilleur bilan efficacité/coût d'abonnement.

**Le Département s'oppose donc à la demande d'Orange et demande que le critère du 100% FttH pour la fermeture commerciale du réseau cuivre soit strictement respecté en Zone Très Dense.**